Retour sur la question du « vote protestant »

La sociologie électorale des protestants du Midi

Gilles Charreyron

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/23198>

DOI : 10.4000/assr.23198

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2011

Pagination : 199-222

ISBN : 978-2-7132-2302-0

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Gilles Charreyron, « Retour sur la question du « vote protestant » », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 154 | Avril-juin 2011, mis en ligne le 01 août 2011, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/23198> ; DOI : 10.4000/assr.23198

Gilles Charreyron

Retour sur la question du « vote protestant »

La sociologie électorale des protestants du Midi

Quelques semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2007, un institut de sondage annonce le virage à droite des protestants français : les protestants interrogés déclarent avoir l'intention de voter au premier tour à 20 % pour Ségolène Royal, la candidate socialiste, 34 % pour Nicolas Sarkozy, le candidat de droite, 27 % pour François Bayrou, le candidat du centre, contre 23 %, 28 % et 23 % respectivement pour l'ensemble des Français ¹. Résultat *a priori* surprenant, car depuis les travaux fondateurs d'André Siegfried (1945) de nombreuses études de sociologie électorale semblaient confirmer la thèse classique du protestant homme de gauche.

Ce sondage repose une nouvelle fois la question du « vote protestant » et des deux thèses qui s'affrontent, la thèse du « vote à gauche » et la thèse du « déclin du vote à gauche » des protestants français (Siegfried, 1949) ². L'opposition dans les interprétations de ce fameux vote laisse entrevoir les difficultés et les limites d'une sociologie politique du protestantisme et nous voudrions commencer par énoncer les obstacles que rencontre cette sociologie.

Une première difficulté méthodologique tient à l'hémorragie de population qui a touché le protestantisme rural en France, victime de l'exode et du développement industriel. Ce déplacement de la population protestante vers les villes est particulièrement puissant à partir des années cinquante comme le souligne Pierre Lestringant (1959). Or, ces protestants « dispersés » sont perdus pour la géographie électorale. Aujourd'hui, l'analyste a du mal à isoler le vote protestant dans des cantons ruraux où les protestants sont désormais en minorité. Et la comparaison des votes dans le temps devient hasardeuse ; elle peut conduire certains observateurs à parler de revirement électoral alors qu'il faudrait sans doute, avant tout, retenir le phénomène d'érosion démographique pour expliquer ces changements politiques. Si, depuis longtemps, le canton est considéré comme

1. Sondage IFOP pour *Réforme*, 3218, 5-11 avril 2007.

2. Pour une présentation de ces deux thèses, voir Alain Greilsammer, 1980.

la meilleure unité d'analyse en matière de sociologie électorale, le niveau communal devient, souvent, le seul pertinent pour saisir le vote protestant. Mais si nous pouvons encore connaître l'attitude politique du protestant des champs, la consultation électorale n'est d'aucun secours pour mesurer le vote du protestant des villes. Pour étudier ce protestantisme « disséminé », il faut recourir aux sondages préélectoraux et aux enquêtes postélectorales ou encore aux entretiens individuels ; malheureusement, cette dernière méthode dite qualitative, qui permet de mieux comprendre les prises de position de la personne interrogée, est peu utilisée par les chercheurs qui travaillent sur la sociologie politique du protestantisme.

Autre difficulté : comme tous les champs, le champ religieux est caractérisé par des rapports de force entre les différents acteurs. Il faut connaître ces acteurs et savoir, d'abord, qui est protestant. Les réponses seront différentes suivant que l'on considère, par exemple, les « proches du protestantisme » comme le suggèrent certains instituts de sondage à partir des années quatre-vingt ou, au contraire, dans une perspective plus restrictive, les « pratiquants réguliers ». La statistique ne nous aide pas car, depuis 1872, les recensements de la population ne mentionnent plus la religion des Français. Il faut aussi prendre en considération la variété du protestantisme, avec des protestants plus ou moins rattachés à une Église et des Églises qui ne sont pas toutes membres de la Fédération protestante de France. Comme nous y invite Patrick Cabanel (2000 : 18 *ssq.*), dans un travail assez récent, nous pouvons distinguer trois grandes cultures protestantes : la culture réformée (les huguenots), marquée par les persécutions et l'esprit de résistance, la culture luthérienne alsacienne, héritière d'une autre tradition qui regarde davantage vers l'Europe du nord et enfin la culture évangélique. Les évangéliques, apparus en France au XIX^e siècle, reçoivent l'apport de nouveaux convertis du XX^e siècle et du début XXI^e siècle dont le protestantisme de « réveil », plus anglo-saxon, plus émotionnel aussi, est en pleine expansion.

Les membres de ces différentes communautés protestantes ne partagent pas nécessairement le même passé et nous pouvons émettre l'hypothèse qu'en raison de ces histoires plurielles, ils n'occupent pas une position équivalente dans le champ religieux et ne sont pas prédisposés à adopter des comportements identiques dans le champ politique. L'objectif de la présente étude est de procéder à un réexamen de la question du maintien ou du déclin du vote de gauche des protestants en tenant compte de cette diversité protestante.

Nous voudrions dans un premier temps montrer que l'identité politique des réformés et des luthériens est d'abord le produit d'un héritage. Puis nous reprendrons la question du réaligement électoral des protestants et nous verrons que, si les huguenots se positionnent encore à gauche, l'arrivée massive des protestants évangéliques sur le marché politique, réalité sociale inédite, a des répercussions sur l'orientation électorale des protestants.

La structuration d'une identité politique

La tradition de gauche des réformés

Dans sa géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République, André Siegfried, relevant que tous les cantons protestants sont à gauche – Saint-Agrève, Vernoux, La Voulte –, en tire la conclusion que le protestant de l'Ardèche est un homme de gauche (1949 : 113). Dans le canton de Saint-Agrève, par exemple, tandis que les communes protestantes votent à gauche, Rochepaule et Saint-André, les deux communes catholiques du canton restent à droite (*ibid.* : 116). Poursuivant les travaux d'A. Siegfried, Pierre Bozon (1965), dans sa géographie électorale de l'Ardèche sous la IV^e République, fait un constat identique. Après 1945, le « bloc » protestant est toujours un bastion de la gauche tandis que le « bloc » catholique vote tout aussi massivement pour la droite. Stuart R. Schram (1953) pour le département du Gard, Jean Masseport (1960) pour la région de Die dans la Drôme et Gilles Charreyron (1990) pour le département de la Haute-Loire arrivent également, avec quelques nuances, aux mêmes conclusions d'un protestant porté vers la gauche.

La relation entre la confession de l'électeur et son vote paraît tellement manifeste qu'elle conduit à se demander quelles sont les dispositions qui orientent les choix politiques des protestants. Les comportements électoraux des réformés de ce grand croissant qui commence entre Isère et Drôme, longe la bordure méridionale du Massif central et remonte jusqu'au Poitou semblent incontestablement influencés par le poids d'une histoire qui alimente la mémoire collective. Cet héritage idéologique, mélange notamment de souvenirs traumatisants ou héroïques, est un capital et, comme tout capital, celui-ci se transmet au fil des générations.

Alors que le protestantisme s'installe en Europe du Nord, en France, après les guerres civiles du XVI^e siècle, une minorité de Français rejoint les Églises issues de la Réforme tandis que le catholicisme reste la religion dominante. Il ressort de ce rapport de force, très défavorable aux protestants français, un refus de l'Église catholique de tolérer un rival et d'accepter une contestation de son autorité ; en particulier, ce droit que s'arrogue chaque protestant de lire seul la Bible constitue une atteinte intolérable au monopole de l'Église romaine qui s'estime l'unique détentrice d'une lecture légitime des Écritures. Dès lors, la confrontation paraît inévitable entre le catholicisme, matrice de l'idéologie dominante, religion de la classe dominante, et le protestantisme, religion de dominés, de vaincus qui devront subir humiliations et persécutions de toutes sortes et finalement lutter pour leur survie après la révocation de l'édit de Nantes³.

3. Pour une analyse des tentatives de coexistence pacifique entre religions en France : Olivier Christin, *La paix de religion, L'autonomisation de la raison politique au XVI^e siècle*, Paris, Seuil, 1997.

Les Lumières, puis le moment révolutionnaire offrent aux réformés l'opportunité d'obtenir une réorganisation plus favorable des rapports de force à l'intérieur du champ religieux et du champ politique ; ils ne vont pas laisser passer cette occasion d'œuvrer à la transformation des structures sociales en participant à la définition des « idéaux de 89 ». L'évolution du champ politique entraîne un déplacement des rapports de force et modifie considérablement la position de l'homme protestant, car, contrairement à la monarchie absolutiste, le nouvel État reconnaît et protège l'identité protestante et les anciens exclus sont pleinement intégrés à la Nation puis à la République. Dans ses analyses de l'identité nationale, Norbert Elias parle d'un « engagement sentimental au service du nous de la nation »⁴. Nul doute que les nouveaux citoyens protestants ne ressentent intensément la nécessité d'un tel engagement comme affirmation de soi ; grâce à la Révolution, ils sortent enfin de la marginalité, leur foi n'est plus incompatible avec la nationalité française et ils peuvent, désormais, avoir accès à des positions importantes dans un appareil d'État laïcisé ou dans la cité. L'attachement des protestants aux idéaux de la Révolution, puis à la République laïque est d'autant plus puissant que le camp catholique, ennemi héréditaire affaibli par le régime révolutionnaire, produit un discours idéologique réactionnaire, antirépublicain et antiprotestant, durant tout le XIX^e siècle et une bonne partie du XX^e siècle. Il faudrait souligner ici, en particulier, l'efficacité du travail idéologique des quelques maîtres à penser de la contre-révolution les plus écoutés de certaines catégories dominantes, depuis Joseph de Maistre jusqu'à Charles Maurras. Le fanatisme antiprotestant et la soif de revanche trouvent un terrain d'expression populaire lors de la Terreur blanche de 1815, nouvelle Saint-Barthélemy qui frappe des départements protestants du Midi. Plusieurs historiens voient dans ce retour de la violence exterminatrice de bandes armées catholiques ultraroyalistes « une des raisons principales de l'association de fait entre réformés du Midi et partis de gauche » (Robert, Encrevé, Baubérot, Bolle, 1977 : 345). Après 1848, les premières élections au suffrage universel confirmeront l'ancrage à gauche des huguenots.

Les catholiques tombent du côté de la droite réactionnaire, puis conservatrice, car ils ne peuvent accepter cette nouvelle idéologie laïque dominante qui efface les différences religieuses au nom de la liberté et de l'égalité entre les religions, éloigne l'Église des sphères du pouvoir et prive cette dernière des moyens de contrôle et de coercition sur l'existence sociale des individus. Symétriquement, le vote à gauche des protestants semble aller de soi afin de soutenir une République radicale et laïque qui constitue pour eux un rempart face aux tentations hégémoniques de l'Église de Rome et une garantie d'intégration à la société globale.

4. Norbert Elias, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1997, p. 272.

Le particularisme luthérien

Longtemps possessions de l'espace germanique, l'Alsace et le pays de Montbéliard sont rattachés tardivement à la France, au XVII^e, voire au XVIII^e siècle, et les luthériens de ces territoires, contrairement aux huguenots français, n'ont pas subi les mêmes persécutions de la royauté. Sur le plan politique, ces protestants de l'Est ont naturellement évolué d'une manière fort différente. Ils votent à gauche durant la II^e République, puis sous le Second Empire (Dreyfus, 1965 : 100) ; Alfred Wahl note qu'à cette époque, en Alsace, « les "rouges" (les protestants) affrontaient en rangs serrés les "noirs" (les catholiques) » (1980 : 895). Par la suite, ce clivage semble même se renforcer car, entre 1871 et 1918, durant cette séparation de quasi cinquante ans d'avec la France, l'Église catholique alsacienne devient un pôle de résistance à la domination allemande et voit son emprise croître sur des fidèles attachés au catholicisme et finalement très soumis au clergé. Ce poids de l'Église de Rome alimente un anticléricalisme d'autant plus farouche des protestants qu'ils redeviennent une minorité confessionnelle après le retour de l'Alsace à la « mère patrie ». Excellent terrain d'expression de cet anticatholicisme, le moment électoral peut amener les luthériens à voter sans hésitation pour un rouge plutôt que pour un catholique car ils ne veulent surtout pas apporter des voix au parti « des curés », le Zentrum avant 1914, l'Union populaire républicaine entre 1918 et 1939, le MRP après 1945. Mais ce succès de la gauche sur les terres protestantes est trompeur parce que, comme le soulignent Étienne Juillard et Philippe Kessler (1952 : 51), catholiques et protestants partagent en réalité un même conservatisme social ; l'Alsace luthérienne est « artificiellement » à gauche, il s'agit d'un « vote négatif » par anticatholicisme et non par « adhésion » des populations rurales au radicalisme ou au socialisme (Wahl, 1980 : 1162, 1244). Finalement, le réalignment électoral commence en 1936 lorsque de nombreux ruraux protestants décident de voter comme les catholiques pour le candidat conservateur par refus du Front populaire (*idem* : 1239-1245), alors que les réformés du Midi apportent un soutien massif à cette coalition de gauche.

Après la guerre, le ralliement des protestants alsaciens à la droite devient plus facile avec le renouvellement de l'offre politique et l'apparition du gaullisme qui donne la possibilité de voter pour un parti conservateur qui n'est pas clérical. D'après Bernard Schwengler, le mouvement de « déconfessionnalisation de la vie politique alsacienne » est engagé dans les années soixante ; désormais, le facteur confessionnel ne jouerait plus dans les communes urbaines de l'agglomération strasbourgeoise, mais perdure dans les zones rurales avec un vote catholique plus marqué pour la droite traditionnelle que le vote protestant, plus dispersé vers l'ensemble des autres partis (Schwengler, 2005). Afin de vérifier l'hypothèse du vote à droite des protestants, nous avons comparé les résultats obtenus par Nicolas Sarkozy lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2007 dans quelques villages catholiques et quelques villages protestants du canton rural conservateur d'Hochfelden dans l'arrondissement de Strasbourg-campagne, l'un

des terrains d'étude retenus par Bernard Schwengler (*ibid.* : 384). En terre catholique (communes à majorité catholique de Bossendorf, Ettendorf, Gingsheim, Lixhausen, Minversheim), Nicolas Sarkozy recueille 77,63 % des suffrages exprimés et 69,97 % dans les terroirs protestants (communes à majorité protestante de Duntzenheim, Geiswiller, Melsheim, Mittelhausen, Ringendorf), soit un écart de plus de sept points. Les protestants alsaciens accordent des majorités confortables à la droite mais donnent nettement plus de voix à la gauche que leurs voisins catholiques. Pierre Poujol et Stuart R. Schram (1958 : 382) arrivaient aux mêmes conclusions en 1958. Autre originalité de la vie politique alsacienne contemporaine, l'extrême droite obtient de meilleurs résultats dans les communes protestantes que dans les communes catholiques (Schwengler, 2005 : 393).

Le réalignement électoral des luthériens d'Alsace confirme l'existence en France d'un protestantisme conservateur ; ce constat, qui n'a en soi rien d'original (plusieurs pays anglophones offrent l'exemple d'un protestantisme conservateur), n'implique pas, évidemment, un basculement à droite de l'ensemble des protestants français.

Réalignement électoral des protestants ? Fidélité à la tradition de gauche

Il faut rappeler d'abord que le protestantisme réformé n'a jamais constitué un bloc politique monolithique. André Siegfried (1949 : 76), dans son étude des réformés de l'Ardèche, remarque qu'à l'époque du Second Empire, des notables protestants réagissent « plus en notables qu'en protestants » en apportant leur soutien à un gouvernement bonapartiste fort et autoritaire. La République installée, le « vote de classe » d'une partie de la bourgeoisie urbaine protestante passant à droite pour des raisons économiques est corroboré par de nombreux travaux (Poujol, Schram, 1958 : 377 ; Masseport, 1960 : 148 ; Bozon, 1965 : 189 ; Greilsammer, 1980 : 127-128) ; une telle attitude semble suivre un mouvement général de basculement vers la droite de la bourgeoisie française⁵.

Durant l'entre-deux-guerres, une petite minorité protestante emprunte même un chemin plus radical ; Grace Davie a montré la diversité et le dynamisme de ces courants protestants réactionnaires : La Vie nouvelle, animée par le pasteur Louis Lafon, La Cause, dirigée par le pasteur Freddy Durrleman, et enfin le plus célèbre, l'Association Sully (Davie, 1975 ; 1994). Sous l'impulsion de son chef de file, le pasteur provençal Noël Vesper (de son véritable nom Nougat), l'Association Sully adhère en partie au discours maurrassien sur la nocivité de la démocratie et la nécessité de la monarchie ; ces idées ont pu séduire une frange de l'élite protestante, quelques milieux intellectuels et une clientèle nobiliaire provinciale, mais ne touchent pas la masse protestante, profondément républicaine.

5. Sur ce point : Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales, La théorie des réalignements revisitée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 133.

Du reste, à cette époque, le huguenot qui s'écarte de la tradition républicaine est violemment rappelé à l'ordre par sa communauté comme le rapporte Jean Masseport, citant un article de la *Dépêche dauphinoise* du 12 juillet 1937 à propos d'un militant du parti populaire français (PPF) de confession protestante : « Ceux qui conduisent le mouvement PPF sont toujours les mêmes, les cléricaux réactionnaires. Dans l'arrondissement de Die, on considère qu'un huguenot, fils d'une famille républicaine, n'a pas le droit de déchoir et de devenir un chef fasciste... Nos arrière-grands-mères ont été envoyées à la Tour de Constance et nos arrière-grands-pères à la Tour de Crest parce qu'ils n'acceptaient pas la révocation de l'édit de Nantes et qu'ils ne voulaient pas se courber sous le joug de Louis XIV ; nous n'acceptons pas qu'à la tête des Églises réformées de la Drôme se trouve un "laïc" appartenant à une famille républicaine, mais dont le fils est le chef du parti fasciste dans l'arrondissement » (Masseport, 1960 : 151).

La droite protestante reste très minoritaire avant la Seconde Guerre mondiale, le corps électoral protestant se positionnant massivement à gauche. Après 1945, cette thèse traditionnelle du protestant homme de gauche est contestée par des chercheurs qui entendent démontrer que le protestantisme évolue vers la droite. Il est indispensable de revenir sur cette controverse.

La thèse du déclin revisitée

Le réalignment électoral des protestants aurait commencé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale d'après François-Georges Dreyfus. Au début des années soixante, ce chercheur mène une enquête nationale dans les cantons les plus protestants et constate, « quelles que soient les régions », que le vote à gauche des protestants « n'a pas cessé de décroître depuis la Libération ». Et l'auteur assure, peut-être un peu vite, que les milieux protestants sont en train d'abandonner la gauche ; l'électeur protestant voterait de plus en plus en fonction de ses intérêts socio-économiques et non pas en fonction de vieux réflexes religieux hérités du passé (Dreyfus, 1965). En fait, la démonstration de F.-G. Dreyfus souffre surtout d'un problème de méthode. Ce dernier ne tient pas compte de l'érosion démographique des territoires ruraux à l'époque des Trente Glorieuses. Or, la plupart des chercheurs considèrent que les migrations touchent davantage les réformés, « plus entreprenants et moins attachés à la terre natale » (Poujol, Schram, 1958 : 372), plus tournés vers l'extérieur que leurs voisins catholiques ; ces déplacements de population entraînent une baisse importante de la proportion des réformés dans les enclaves historiques. Dans le Gard, par exemple, une enquête de l'Église réformée de France sur l'évolution de la population réformée, entre 1953 et 1958, révèle une baisse, parfois très élevée, du nombre de protestants dans certains cantons historiques, alors même que le département enregistre une augmentation de sa population ⁶. Pour l'Ardèche, Pierre Bozon (1965 : 184)

6. On peut se reporter à la présentation synthétique des résultats de cette enquête que propose A. Greilsammer (1980, p. 141).

en tire la conclusion que « la progression de la droite en pays protestant s'explique uniquement par un transfert de population » car les réformés « ont émigré les premiers et souvent ont été remplacés par des fermiers venus de la Montagne prolifique et catholique ». Ce processus sociologique décrit par Pierre Bozon se reproduit dans d'autres terroirs huguenots.

En omettant cette dimension démographique, Dreyfus ne prouve pas de façon convaincante que la formule « le protestantisme est de gauche » s'avère inexacte après la Libération. On peut d'ailleurs imaginer une utilisation très subtile de la « thèse du déclin » pour véhiculer des messages implicites. Les années soixante représentent, en effet, un moment de faiblesse de la gauche et le gaullisme, en plein essor, apparaît comme une force de progrès. Dans cette hypothèse, les protestants, fidèles à des pratiques politiques d'un autre âge, seraient des hommes du passé ; ils ne s'inscriraient plus dans une dynamique politique progressiste, contrairement à leurs ancêtres. Cantonnés dans des îlots ruraux immobiles, ils représenteraient les derniers témoins fossilisés d'une époque conflictuelle révolue, dans une période où les attitudes œcuméniques se développent. Finalement ce terroir protestant, enfermé dans une crispation identitaire, compterait peu car il formerait l'ultime pôle de résistance à la modernité, une anomalie appelée à disparaître.

Plus récemment, Claude Dargent a relancé la controverse en annonçant « la fin du vote protestant de gauche ». Les protestants ne pouvant plus désormais « être considérés comme un groupe religieux de gauche », la thèse classique du protestant homme de gauche serait désormais « dépassée » (2005 : 177 ; 2004 ; 1994). L'auteur a utilisé les informations recueillies par l'Observatoire inter-régional du politique (OIP) en partenariat avec les conseils régionaux ; il a pu construire un premier échantillon de mille seize protestants à la fin des années quatre-vingt puis un second de mille cent vingt-neuf protestants au tournant du ^{xx}e siècle. Les enquêtes OIP 1985, 1987, 1989 montrent que, sur l'échelle gauche-droite, les protestants ne sont pas plus à gauche que l'ensemble des Français : 28 % (8 % gauche + 20 % centre gauche) contre 29 % (9 % gauche + 20 % centre gauche) respectivement, et ils sont aussi à droite que la moyenne nationale : 21 % (15 % centre droit + 6 % droite) contre 22 % (16 % centre droit + 6 % droite) respectivement. Les résultats des enquêtes OIP de la période 1998-2001 sont plus embarrassants pour Dargent. On est d'abord frappé par l'importance de certains écarts entre les vagues d'enquêtes OIP 1985-1989 et 1998-2001. Si nous prenons le positionnement « à gauche », chez les protestants, nous passons de 8 % à 23 % entre les deux périodes, soit un écart de quinze points ; pour l'ensemble des Français, le taux évolue de 9 % à 23 % (quatorze points d'écart). De tels écarts mériteraient quelques explications. Par surcroît, les enquêtes OIP 1998-2001 indiquent que 37 % des protestants se positionnent désormais à gauche ou au centre gauche (23 % gauche + 14 % centre gauche) contre 31 % pour l'ensemble des Français (23 % gauche + 8 % centre gauche), soit un écart de six points. Ce dernier résultat paraît contredire la thèse principale de l'auteur qui

entend prouver que les protestants ne sont pas plus à gauche que la moyenne nationale. Mais pour Dargent (2005 : 179), la « surreprésentation du centre gauche – et non de la gauche » chez les protestants ne suffit pas « pour conclure à la persistance de la vieille relation entre le protestantisme et le vote progressiste en France » ; ce dernier utilise, en effet, un autre indicateur, la proximité partisane, qui permettrait de se rapprocher davantage des intentions de vote et donc des résultats électoraux. Effectivement, plusieurs études ont souligné un certain affaiblissement de la relation entre positionnement sur l'échelle gauche-droite et intention de voter pour tel ou tel parti. Mis à part cette réserve, il convient de rappeler malgré tout que la position sur l'échelle gauche-droite reste hautement prédictive de l'intention de voter pour un parti de gauche ou de droite⁷ et l'intention de « passer sur l'autre rive » est assez marginale⁸. Les enquêtes OIP sur la proximité partisane paraissent aller dans le sens de la thèse de l'auteur, même si, pour la séquence 1998-2001, les protestants qui se déclarent proches d'un parti de gauche sont un peu plus nombreux (49 %) que l'ensemble des Français (47 %). D'autre part, sur cette même période, 24 % des protestants indiquent être proches d'un parti de droite, exactement dans la même proportion que l'ensemble des Français (24 %). Mais, encore une fois, certains écarts entre les deux séquences d'enquêtes surprennent. 34 % des protestants se déclarent proches d'un parti de gauche dans les années quatre-vingt, 49 % quinze ans après, soit un écart de quinze points. Pour l'ensemble des Français, on passe de 35 % à 47 % entre les deux périodes (douze points d'écarts) (Dargent, 2005 : 180-181). À l'heure actuelle, les identifications partisans ne sont plus aussi stables que dans le passé, elles peuvent changer⁹, mais on est un peu dubitatif devant une évolution de la proximité partisane d'une telle ampleur sur une quinzaine d'années. On aimerait avoir des éclairages supplémentaires sur les raisons de tels écarts car les recherches sur cette question n'arrivent jamais à des différentiels aussi importants. À titre de comparaison, l'étude de Jean Chiche, Florence Haegel et Vincent Tiberj indique une proximité partisane déclarée à gauche (extrême gauche, PCF, PS, écolo/Verts) des Français de 44,7 % en 1988, 42,7 % en 1995 et 45,9 % en 2002¹⁰.

Au final, si le protestantisme s'est recentré et même droitisé, l'argumentaire de Dargent souffre de certaines faiblesses qui fragilisent sa démonstration. Plus important encore, les conclusions de l'auteur sont trop générales car elles ne

7. Sur ce point, voir Bruno Cautrès, « Gauche et droite, des “balises” assez pérennes », in Bréchon P., Tchernia J.-F., (dirs.), *La France à travers ses valeurs*, Paris, Armand Colin, 2009, p. 82.

8. Guy Michelat, Vincent Tiberj, « Gauche, centre, droite et vote. Permanence et mutation d'une opposition », *Revue française de science politique*, 57/3-4, 2007, pp. 387 ssq.

9. Jean Chiche, Florence Haegel, Vincent Tiberj, « Erosion et mobilité partisans », in Cautrès B., Mayer N., (dirs.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2004, pp. 255-277.

10. *Ibid.*, p. 263.

prennent pas en compte la diversité du protestantisme et les trois grandes manières d'être protestant aujourd'hui qui ont à l'évidence une influence sur les choix électoraux. Dès lors, il paraît indispensable de revenir sur ces conclusions pour les confronter à d'autres données disponibles qui offrent une vision plus contrastée de la réalité.

Des protestants toujours à gauche

À la fin de l'année 1989 et au début de l'année 1990, Pierre Bréchon a mené une enquête très instructive auprès de mille cinq cents réformés de Centre-Alpes-Rhône. L'objectif était de recueillir les réponses des protestants des anciens terroirs (Mazet-Saint-Voy), mais également de toucher ceux qui sont rattachés à des Églises en milieu urbain (Lyon-Terreaux, Oullins-Givors, Annecy, Montélimar, Grenoble) ; même des membres marginaux, peu intégrés à la communauté, ont été interrogés. Cette étude montre que les réformés de cet espace régional, qu'ils habitent la ville ou la campagne, se situent majoritairement au centre gauche, « leur sensibilité politique dominante est proche d'un socialisme modéré ». Lors du second tour de l'élection présidentielle de 1988, par exemple, ils ont donné 68 % de leurs suffrages à François Mitterrand et 32 % à Jacques Chirac (Bréchon, 1993). L'autre intérêt de cette recherche est de souligner que, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, le statut socioprofessionnel, variable lourde du comportement politique¹¹, a peu d'incidence sur le vote lorsque les réformés sont bien intégrés aux activités paroissiales, en particulier dans les villes. Cela prouve que la tradition religieuse « module l'effet des appartenances sociales », même si la minorité orientée à droite est composée de réformés appartenant « plutôt aux catégories sociales indépendantes et à haut niveau de patrimoine » (Bréchon, 1993 : 61).

Qu'en est-il vingt ans après ? Sommes-nous entrés dans une phase de transition, voire dans une dynamique électorale de réalignement, où les réformés perdraient leur identité politique et rejoindraient la moyenne nationale ?

Nous ne disposons pas, hélas, d'une enquête aussi précieuse que celle de Pierre Bréchon pour la période la plus récente, mais les derniers scrutins montrent que cette tradition politique réformée a trouvé le moyen de subsister. Parce que des enjeux locaux souvent subtils s'expriment à l'occasion des élections législatives (et d'une manière plus évidente encore pour des élections municipales ou cantonales), nous avons pris le parti d'analyser les résultats des élections présidentielles. Cette élection présente l'avantage de mobiliser fortement les électeurs

11. Sur le poids persistant de la classe sociale en matière d'orientation politique, cf. Cautrès B., Mayer N., « Les métamorphoses du "vote de classe" », in Cautrès B., Mayer N., (dirs.), *Le nouveau désordre électoral...*, op. cit., pp. 145-159 ; cf., aussi, Daniel Boy et Nonna Mayer, « Secteur public contre secteur privé : un nouveau conflit de classe ? », in Mayer N., (dir.), *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 111-131.

sur le clivage gauche-droite et Bruno Cautrès a démontré que ce positionnement idéologique sur l'échelle gauche-droite « constitue une véritable balise » à laquelle les Français sont très attachés ¹². L'étude du scrutin présidentiel de 2007 montre que, parmi les nombreuses variables qui contribuent à orienter les attitudes politiques, l'appartenance à un groupe culturel protestant ou catholique influence encore la distribution des votes en faveur de la gauche ou de la droite. En raison des changements démographiques récents, les zones de recherche de la sociologie électorale pour mener des analyses comparatives sont peu nombreuses. Nous avons choisi un champ d'études à l'intérieur du « triangle rhodanien, cévenol et bas languedocien », terre « d'élection du premier protestantisme » ¹³. Trois terrains de recherche particulièrement représentatifs, où le vote protestant peut être isolé facilement, ont été retenus : les Cévennes gardoises, le Plateau Vivarais-Lignon dans la Haute-Loire et les Cévennes lozériennes. Pour la Lozère, deux cantons voisins mais opposés sur le plan confessionnel ont été sélectionnés. Dans le Gard et la Haute-Loire, nous descendons au niveau de la commune pour être sûrs d'avoir une majorité protestante ou catholique.

Tableau 1 : Second tour de l'élection présidentielle de 2007 Cévennes gardoises – Communes du secteur du Vigan (Gard)*		
(% des suffrages exprimés)	Communes protestantes (1 876 inscrits)	Communes catholiques (1 973 inscrits)
Royal	60,1	54,4
Sarkozy	39,9	45,6

* Nous reprenons le même terrain de recherche que Bernard Schwengler (*op. cit.*, p. 403). Les communes protestantes du secteur du Vigan sont les suivantes : Arphy, Bréau-et-Salagosse, Mars (dans le canton du Vigan) ; Valleraugue (dans le canton de Valleraugue) ; Saint-Julien-de-la-Nef, Saint-Roman-de-Codières (dans le canton de Sumène). Les communes catholiques sont les suivantes : Arre, Avèze, Bez-et-Esparon, Mandagout, Montdardier, Pommiers, Rogues (dans le canton du Vigan).

Tableau 2 : Second tour de l'élection présidentielle de 2007 Plateau Vivarais-Lignon – Communes du secteur de Tence (Haute-Loire)*		
(% des suffrages exprimés)	Communes protestantes (3 145 inscrits)	Communes catholiques (2 959 inscrits)
Royal	58,2	41,6
Sarkozy	41,8	58,4

* Les communes protestantes du secteur de Tence sont les suivantes : Le Mazet-Saint-Voy, Le Chambon-sur-Lignon (dans le canton de Tence). Les communes catholiques sont les suivantes : Tence, Le Mas-de-Tence, Chenereilles (dans le canton de Tence).

12. Bruno Cautrès, « Gauche et droite, des "balises" assez pérennes », *op. cit.*, pp. 279-284.

13. Pour ces citations, Emmanuel Le Roy Ladurie, *Les paysans de Languedoc*, Paris, Flammarion, 1969, p. 171.

Tableau 3 : Second tour de l'élection présidentielle de 2007 Cévennes lozériennes – Secteur du mont Lozère (versant sud)	
(% des suffrages exprimés)	Canton protestant : Le Pont-de-Montvert (Lozère) (1 214 inscrits)
Royal	68,6
Sarkozy	31,4

Tableau 4 : Second tour de l'élection présidentielle de 2007 Cévennes lozériennes – Secteur du mont Lozère (versant nord)	
(% des suffrages exprimés)	Canton catholique : Le Bleymard (Lozère) (1 716 inscrits)
Royal	41,3
Sarkozy	58,7

À la lecture de ces tableaux, il apparaît clairement que les clivages anciens n'ont pas disparu ; les secteurs réformés font des choix politiques différents, avant tout, parce qu'ils restent religieusement ou culturellement protestants. Sur des espaces où protestants et catholiques vivent en bon voisinage et où les statuts socioprofessionnels se ressemblent, l'appartenance au groupe protestant, sans être nécessairement associée à une pratique religieuse, demeure toujours un clivage fondateur du positionnement politique. Le vote semble prédéterminé par ce puissant facteur identitaire. Localement, dans certaines petites communes, les écarts peuvent même être considérables. Par exemple, autour du mont Lozère, sur le versant sud, dans le secteur protestant du Pont-de-Montvert, Ségolène Royal recueille 80 % des suffrages à Saint-Frézal-de-Ventalon alors que, sur le versant nord, Nicolas Sarkozy réunit 81,9 % des suffrages au Mas-d'Orcières dans le secteur catholique voisin du Bleymard. La situation est un peu différente dans le Gard où le phénomène de déculturation catholique favorise la gauche qui est également majoritaire dans le secteur catholique du Vigan (54,4 %) ; il est vrai aussi que nous sommes dans la cinquième circonscription d'Alès-ouest, une terre historiquement de gauche. Malgré tout, deux petites communes catholiques du sud du canton du Vigan donnent encore une majorité à la droite, Pommiers (59 %) et Rogues (51,5 %).

Il ressort de ces différents résultats que les réformés du Midi représentent toujours un noyau dur de l'électorat de gauche. Mais qu'en est-il des réformés en milieu urbain ? Faute de données électorales précises et d'enquêtes sur le terrain, il est impossible de proposer une analyse rigoureuse de cette question. On peut simplement rappeler qu'au début des années quatre-vingt-dix, P. Bréchon n'observait pas de différences majeures dans le positionnement politique des

réformés des villes et des campagnes. À l'heure actuelle, les électeurs sont peut-être plus mobiles dans leurs choix que dans le passé, mais, comme le constate Anne Muxel, l'essentiel de la mobilité « est dû d'abord aux reclassements internes à chaque camp politique, défini par le clivage gauche/droite, ainsi qu'au jeu de l'abstention »¹⁴. Dès lors, sans sous-estimer le poids de la volatilité électorale¹⁵, il paraît *a priori* hasardeux d'affirmer que les réformés des villes auraient aujourd'hui brutalement et massivement franchi la barrière gauche/droite et basculé à droite. On ne voit pas très bien pourquoi d'ailleurs ces réformés, en particulier lorsqu'ils sont intégrés aux activités de leur paroisse, abandonneraient en grand nombre la tradition de centre gauche alors que l'institution a plutôt tendance à entretenir cette tradition. Toutefois, ce serait une erreur de sous-estimer la diminution du vote des protestants en faveur de la gauche durant la dernière période.

Une orientation à la baisse du vote de gauche

Le tableau 5 permet en effet d'observer, entre 1981 et 2007, un affaiblissement de cette fidélité à la gauche dans les trois secteurs protestants sélectionnés (l'écart le plus grand est de – 8 %). Comment expliquer cette orientation à la baisse qui n'est pas négligeable ? Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées.

Tableau 5 : Secteurs protestants Évolution des votes en faveur de la gauche			
(% des suffrages exprimés)	Secteur du Vigan	Secteur de Tence Communes Mazet + Chambon	Secteur/canton Pont-de-Montvert
Présidentielle 1981 2 ^e tour (Mitterrand)	68,1*	63,6	71,7**
Présidentielle 1995 2 ^e tour (Jospin)	64,4	62,3	67,7
Présidentielle 2007 2 ^e tour (Royal)	60,1	58,2	68,6

* À partir des résultats publiés par le journal *Le Midi libre* (Montpellier) du 11 mai 1981 pour le Gard.

** À partir du résultat donné par Patrick Cabanel, *op. cit.*, p. 216.

14. Anne Muxel, « Loyautés, mobilités, abstentions », in Cautrès B., Muxel A., (dirs.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ? Le Panel électoral français 2007*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009, p. 46.

15. Sur les problèmes soulevés par l'analyse de la volatilité électorale, voir Patrick Lehingue, « La "volatilité électorale". Faux concept et vrai problème : fluidité des définitions, infidélités des mesures et flottement des interprétations », *Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, 2-3, 1997, pp. 123-177. Pour une présentation synthétique de cette question, voir P. Lehingue, « Un débat complexe et dérangeant : la volatilité électorale », *Cahiers français*, 350, La Documentation française, 2009, pp. 65-72.

Le retournement de dynamique démographique

Nos trois secteurs ont connu d'importants mouvements de population entre les recensements de 1990 et de 2006¹⁶. Le canton protestant du Pont-de-Montvert a vu sa population croître de 14,3 % entre ces deux dates ; ajoutons que les autres cantons protestants des Cévennes lozériennes connaissent une poussée démographique du même ordre : canton de Florac (+9,4 %), canton de Saint-Germain-de-Calberte (+12,8 %), canton de Barre-des-Cévennes (+16,7 %). Dans les Cévennes gardoises, le secteur protestant du Vigan (Arphy, Bréau-et-Salagosse, Mars, Valleraugue, Saint-Julien-de-la-Nef, Saint-Roman-de-Codières) enregistre également une hausse de 11,2 % du nombre d'habitants entre 1990 et 2006. Ce retour des Français à la campagne modifie les équilibres sociologiques et politiques des territoires¹⁷. La commune catholique d'Ispagnac, dans le canton « protestant » de Florac, au cœur des Cévennes lozériennes, offre un exemple caractéristique des conséquences de ce dynamisme démographique. Entre les recensements de 1990 et de 2006, la population communale a augmenté de 32,4 %. Parmi ces nouveaux résidents figurent notamment des travailleurs de l'usine d'embouteillage des eaux de Quézac qui ont très probablement une plus grande proximité partisane avec la gauche. Or, dans cette commune qui votait traditionnellement à droite, Ségolène Royal recueille 55,8 % des suffrages lors du second tour de la présidentielle de 2007. D'une manière générale, dans les communes protestantes, ces mouvements démographiques transforment les rapports de force au détriment des protestants, car il est hautement improbable que les nouveaux venus soient de culture protestante et ces résidents de fraîche date peuvent avoir une proximité partisane fort éloignée de celle de la majorité des protestants. La situation est un peu différente sur le Plateau Vivarais-Lignon ; le canton de Tence voit bien sa population augmenter de 5,4 % entre les deux recensements, mais ce sont uniquement les communes catholiques qui bénéficient de cet accroissement. En terre protestante, si le Mazet-Saint-Voy conserve le même nombre d'habitants (mille soixante-dix-huit en 2006), en revanche, le Chambon-sur-Lignon connaît une chute de 6,7 % de sa population entre 1990 et 2006. Il est évidemment difficile de mesurer l'impact politique d'une baisse significative du nombre d'habitants au Chambon.

Le problème de l'offre politique

Après les conquêtes de l'ère Mitterrand, la gauche est entrée dans une crise profonde qui a sans doute entraîné une démobilisation d'une partie de l'électorat

16. Les données des recensements sont disponibles sur le site Internet de l'Insee : <http://www.statistiques-locales.insee.fr>

17. Pour une étude des conséquences de ce renouveau démographique des espaces ruraux, voir Laurent Davezies, *La République et ses territoires, La circulation invisible des richesses*, Paris, La République des Idées/Seuil, 2008.

traditionnel de la gauche, y compris parmi les protestants. Les difficultés du parti socialiste à engager une véritable révision doctrinale, à proposer un programme clair et à trouver un leader ont ébranlé la confiance des électeurs¹⁸. Au moment de l'élection présidentielle de 2007, l'état de faiblesse de la gauche facilite la campagne de Nicolas Sarkozy, chef incontesté d'une droite unie et sûre de sa force¹⁹ et surtout cette impuissance de la gauche favorise indubitablement l'émergence d'un centre autonome avec la candidature de François Bayrou²⁰. À titre d'exemple, sur les terres protestantes favorables à la gauche, la réussite du candidat du centre est indéniable. Par rapport au premier tour de la présidentielle de 2002 où François Bayrou avait réalisé des scores médiocres au Pont-de-Monvert (2,2 %), à Valleraugue (4,6 %) et au Mazet-Saint-Voy (5,5 %) (moyenne nationale 6,8 %), son succès est incontestable dans ces trois communes protestantes lors du premier tour de la présidentielle de 2007 (Pont-de-Monvert : 18,4 % ; Valleraugue : 17,2 %) ; il dépasse même assez largement sa moyenne nationale (18,6 %) au Mazet-Saint-Voy (22,9 %).

La déstructuration communautaire

Dès 1985, Jean Baubérot s'inquiète d'une intégration du protestantisme dans la communauté nationale qui a tellement bien fonctionné qu'elle débouche sur une « déstructuration communautaire », due notamment à la très grande « dispersion » des protestants sur le territoire et à la multiplication des « mariages mixtes ». L'auteur n'hésite pas à parler d'un protestantisme menacé « d'autorévocation » et qui « risque de mourir », victime de sa réussite dans une France où il ne compte plus d'ennemis (Baubérot : 1985 : 48 ; 1988). Il est indéniable que le processus d'assimilation modifie l'identité de la communauté protestante, les huguenots sont amenés « à abandonner partiellement leurs “réflexes de persécutés” » (Encrevé, 1985 : 268). L'histoire des ancêtres qui ont risqué leur vie, matrice de la culture huguenote, les combats pour défendre la République laïque ne tombent pas nécessairement dans l'oubli, mais ces actes de résistance n'ont plus forcément ni le même sens ni le même effet mobilisateur, notamment pour les jeunes générations. La déculturation religieuse aidant, on ne peut pas exclure que cette crise identitaire conduise à un affaiblissement du sentiment d'appartenance au groupe protestant et provoque l'amorce d'une rupture de la transmission symbolique d'une tradition, y compris politique.

18. Sur les difficultés à mobiliser l'électorat de gauche lors de l'élection présidentielle de 2007, voir Élisabeth Dupoirier, « L'électorat présidentiel de Ségolène Royal, Premiers éléments d'analyse », *Revue française de science politique*, 57/3-4, 2007, pp. 475-487.

19. Sylvie Strudel, « L'électorat de Nicolas Sarkozy : “rupture tranquille” ou syncrétisme tourmenté ? », *Revue française de science politique*, 57/3-4, 2007, pp. 459-474.

20. Sylvie Strudel, « La tentation bayrouiste », in Cautrès B., Muxel A., (dirs.), *Comment les électeurs font-ils leur choix ?...*, op. cit., pp. 221-237 ; Nicolas Sauger, « Le vote Bayrou. L'échec d'un succès », *Revue française de science politique*, 57/3-4, 2007, pp. 447-458.

La crise d'identité qui touche l'Église réformée se traduit par un effondrement des effectifs dans certaines paroisses alors que les courants évangéliques font de plus en plus d'adeptes, provoquant une importante réorganisation du paysage protestant français.

Répercussions politiques du moment évangélique : droitisation et tendance abstentionniste

La période contemporaine est marquée par une forte poussée du protestantisme évangélique, le succès du pentecôtisme étant la manifestation la plus visible de la croissance de ce protestantisme de « réveil » en France. Sébastien Fath souligne cette « montée en puissance » des évangéliques à partir des années soixante : évalués à environ cinquante mille au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les évangéliques français seraient cent mille au début des années soixante, deux cent mille en 1975, trois cent mille vers 1990 et trois cent cinquante mille en 2005 (Fath, 2005 : 213-214). Afin de mieux cerner cette variété évangélique et ce réseau d'Églises, l'auteur propose de distinguer deux grandes familles : les piétistes-orthodoxes (cent cinquante mille membres : Églises baptistes, Assemblées de frères – larges – étroits (darbystes) – dissidents (« purs ») –, Armée du salut, Églises réformées évangéliques indépendantes, libristes, méthodistes, mennonites, luthériens évangéliques, Églises évangéliques indépendantes...) ; les pentecôtistes-charismatiques (deux cent mille membres : Assemblées de Dieu, Mission évangélique tzigane, Église apostolique, Église de Dieu, Fédération des Églises du plein Évangile de France, Fédération des Églises et communautés baptistes charismatiques, *mega-church* à la française de la Porte ouverte chrétienne de Mulhouse du pasteur Samuel Peterschmitt...) (*ibid.* : 303 ssq. et tabl. p. 215).

Actuellement, ce mouvement évangélique aux contours assez flous représente plus du tiers du protestantisme français ; la présence de ces protestants modifie considérablement les équilibres à l'intérieur du champ religieux et a nécessairement des répercussions dans le champ politique. Les travaux de sociologie politique, les sondages et les enquêtes qui considèrent les protestants « comme un tout » ont-ils suffisamment pris la mesure de ce changement ?

Comment votent les évangéliques ? Existe-t-il une relation entre la « droitisation » du corps électoral protestant et la croissance des mouvements évangéliques ? Ces questions méritent d'être posées même si les données disponibles sont encore peu nombreuses et trop imprécises pour que nous puissions élaborer un système explicatif global et apporter des réponses définitives. Essayons malgré tout d'explorer quelques pistes.

Une droite morale

D'après Patrick Cabanel (2000 : 222), tandis que les protestants « historiques », membres de l'Église réformée de France, « restent largement fidèles à une tradition laïco-républicaine devenue socialo-réformiste », les nouveaux protestants évangéliques sont « beaucoup plus conservateurs » et « ce protestantisme-là est assez nettement marqué à droite » (*ibid.* : 244). Dans les années quatre-vingt, Jean Baubérot et Jean-Paul Willaime (1985) ont étudié le courant évangélique français ; ils ont voulu connaître la proximité partisane des cent quarante-deux pasteurs évangéliques interrogés : 30 % se positionnent à droite ou au centre, 30 % à gauche et 37 % ne se prononcent pas. S'appuyant sur les résultats de cette enquête, Sébastien Fath fait l'hypothèse d'une évolution ultérieure de la grande majorité des évangéliques vers la droite, « considérée comme moins étariste » que la gauche, « mais aussi plus proche de la morale judéo-chrétienne » ; le soutien de la gauche aux revendications des homosexuels et aux défenseurs de l'avortement ayant encouragé ce glissement d'une nette majorité d'évangéliques vers la droite (Fath, 2005 : 44).

Aujourd'hui, les dernières enquêtes du Cevipof (en particulier le Panel électoral français de 2007)²¹ montrent que les questions de société jouent un rôle de plus en plus important dans le choix des Français en faveur de la droite ou de la gauche²². Or sur ces enjeux sociétaux, en particulier sur les questions de mœurs et d'organisation familiale, il ne fait guère de doute que majoritairement les évangéliques adoptent des positions très conservatrices, par exemple, en prônant la virginité jusqu'au mariage, en refusant le divorce ou en condamnant le droit à l'avortement. Ils se montrent plus rigoristes que la majorité des protestants « historiques » qui ont des opinions plus libérales sur les problèmes qui touchent à l'éthique : contraception, avortement, union libre, homosexualité... Dans son enquête en Centre-Alpes-Rhône, Pierre Bréchon relève que 20 % des réformés interrogés sont « tout à fait d'accord » et 33 % « assez d'accord » avec les orientations libérales de l'Église réformée de France sur la sexualité et la vie familiale et seulement 7 % sont « plutôt pas d'accord » ou « pas d'accord du tout ». L'auteur explique le taux élevé des non-réponses (41 %) par la méconnaissance de nombreuses personnes des positions de leur Église sur ces questions²³ ; cependant quelques-unes de ces non-réponses ne pourraient-elles pas aussi être interprétées comme une forme de résistance d'une partie des réformés face à certaines évolutions touchant à la morale domestique ? Quant aux évangéliques, sur ces

21. Ces enquêtes sont disponibles sur le site du Centre de Données sociopolitiques : <http://cdsp.sciences-po.fr>. Sur le poids des questions de société lors de l'élection présidentielle de 2007, voir Étienne Schweisguth, « Le trompe-l'œil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57/3-4, 2007, pp. 393-410.

22. Pierre Bréchon, *op. cit.*, pp. 53-54.

23. Sur le poids des questions de société lors de l'élection présidentielle de 2007, voir É. Schweisguth, *op. cit.*

sujets de société, ils ont intériorisé des systèmes de valeurs, des codes culturels autoritaires et répressifs et font preuve d'un moralisme très strict ; le discours évangélique contre le libéralisme culturel et moral se retrouve sur Internet, outil que ces protestants utilisent volontiers pour organiser un prosélytisme actif²⁴. Nous pouvons faire l'hypothèse que ces protestants vont vers la droite au moment des élections, car ils considèrent que cette dernière est plus à même de répondre à leur demande d'autorité, de discipline et de remise en ordre que la gauche, réputée trop permissive. Mais, dans ce réseau d'Églises extrêmement complexe, il serait faux d'imaginer que tous les évangéliques votent à droite. Certains d'entre eux ont des préoccupations sociales, des aspirations à la justice sociale qui les poussent vers la gauche. D'autres communautés religieuses plus radicales, habitées par l'idée de pureté, prônent un « détachement du monde », une coupure avec la culture globale dominante (chant et musique profanes, littérature, télévision, cinéma, sport...) ²⁵. Adoptant une interprétation littérale des Écritures, ces chrétiens considèrent qu'ils doivent « se préserver des souillures du monde » (Jacques 1,27) car « le monde entier est sous la puissance du malin » (Jean 5,19). Ce refus du compromis avec le monde et avec la culture païenne conduit bien souvent les croyants de ces Églises à ne pas participer à la vie politique et sociale.

Tentation abstentionniste, recentrage et droitisation

Le terrain d'étude que nous avons retenu se prête à une comparaison protestants de l'Église réformée/protestants évangéliques, car le secteur de Tence sur le Plateau Vivarais-Lignon dans la Haute-Loire est marqué par une très forte empreinte évangélique. Les secteurs du Pont-de-Montvert et du Vigan n'échappent pas au phénomène évangélique, mais l'influence de ce courant demeure plus limitée dans ces deux secteurs-tests.

Si on compare la mobilisation électorale de nos trois secteurs protestants lors du second tour des élections présidentielles de 1995 et de 2007 (tableau 6), on peut relever tout d'abord une baisse importante de l'abstentionnisme en 2007 par rapport à 1995 pour les trois secteurs, mais l'ordre de grandeur de cette baisse est à peu près identique (– 4,6 % pour le secteur du Vigan, – 5,6 % pour le secteur du Pont-de-Montvert et – 5,8 % pour le secteur de Tence). Les écarts constatés entre les secteurs ne sont pas significatifs. En revanche, les taux d'abstention restent toujours nettement plus élevés dans le secteur de Tence que dans

24. Parmi les nombreux exemples que l'on peut découvrir sur la toile, voir le site très instructif de Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller maître à la Cour des comptes, président des Associations familiales protestantes et animateur important des milieux évangéliques : <http://www.ppkaltenbach.org>

25. On se reportera au travail de Jean Séguy qui propose une description de la vie quotidienne de ces chrétiens séparés d'avec le monde ; les attitudes sociales présentées dans cette étude pionnière restent d'une étonnante actualité. Jean Séguy, *Les sectes protestantes dans la France contemporaine*, Paris, Beauchesne, 1956, pp. 217 ssq.

les deux autres secteurs du Vigan et du Pont-de-Montvert en 1995 comme en 2007. Le plus petit écart est de + 3,7 %, le plus grand de + 5,3 %. L'existence de nombreux cercles évangéliques apparaît l'explication la plus probante de cette moindre participation électorale. Sur les plateaux de la Haute-Loire et de l'Ardèche voisine, en effet, les évangéliques (« assemblées de frères », « frères larges », « frères étroits » darbystes, « frères exclusifs » ou frères de Plymouth n° 4, appelés aussi « tayloristes » ou « purs », etc.) représentent au moins le tiers du protestantisme. Bien sûr, tous les « frères » ne s'abstiennent pas, mais la tentation d'isolement semble être un marqueur identitaire particulièrement puissant chez certains de ces protestants. Sur ce point, les conseils prodigués aux croyants par John Nelson Darby (1800-1882), prédicant anglais et principal inspirateur des « assemblées de frères », sont très éloquents²⁶.

Tableau 6 : Taux d'abstention – Secteurs protestants					
	Secteur du Vigan*	Écart Tence/Vigan	Secteur Tence Communes Mazet + Chambon	Écart Tence/ Pont-de-Montvert	Secteur/canton Pont-de-Montvert
Second tour Présidentielle 1995	17,2 % (1 695 inscrits)	+ 4,9 %	22,1 % (2 972 inscrits)	+ 5,3 %	16,8 % (1 060 inscrits)
Second tour Présidentielle 2007	12,6 % (1 876 inscrits)	+ 3,7 %	16,3 % (3 145 inscrits)	+ 5,1 %	11,2 % (1 214 inscrits)
Écart 2007/1995	- 4,6 %		- 5,8 %		- 5,6 %

* Communes protestantes : Arphy, Bréau-et-Salagosse, Mars, Valleraugue, Saint-Julien-de-la-Nef, Saint-Roman-de-Codières.

Le tableau 7 offre une analyse de la répartition des votes pour les trois principaux candidats lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Notons tout d'abord le bon résultat de Ségolène Royal dans les trois secteurs protestants (32,3 %, 35,1 % et 35,5 %). Par rapport au sondage IFOP de mars 2007 sur les intentions de vote de l'ensemble des protestants en faveur de la candidate socialiste (20 %) et à son score final au premier tour pour l'ensemble des Français (25,9 %) (tableau 8), le contraste est frappant et souligne une nouvelle fois la particularité du vote huguenot.

26. Cf., en particulier, John Nelson Darby, *Études sur la Parole de Dieu destinées à aider le chrétien dans la lecture du Saint Livre – Nouveau testament : Épîtres de Jacques, de Pierre, de Jean et de Jude*, vol. VII, Pau, Paris, Lyon, Vevey, 1863. Dans les commentaires consacrés aux chapitres 2, 4 et 5 de la première Épître de Jean, Darby écrit notamment : « Le Malin (...) n'a que le monde à présenter à nos convoitises » (...) le « jeune homme » doit « se détacher entièrement du monde ainsi que des choses qui s'y trouvent » (p. 143) ; « le monde et le Père, la chair et l'esprit, le Fils et le diable sont toujours mis respectivement en opposition » (p. 144) ; « le monde et les commandements de Dieu sont en contradiction l'un avec l'autre » (p. 181) ; « le croyant, détaché du monde, a le courage de l'obéissance, et fait la volonté de Dieu, qui demeure éternellement » (p. 182) ; « le monde entier gît dans le Méchant » (p. 189) ; « ce monde dont Satan est le principe » (p. 190).

Tableau 7 : Répartition des votes en faveur des trois principaux candidats Premier tour de l'élection présidentielle de 2007 (% des suffrages exprimés)				
	Gauche Ségolène Royal	Droite Nicolas Sarkozy	Centre François Bayrou	Droite + Centre
Secteurs protestants : Vigan	32,3 %	20,7 %	15,8 %	36,5 %
Tence	35,1 %	26,9 %	21,4 %	48,3 %
Pont-de-Montvert	35,5 %	15,9 %	18,1 %	34 %

Tableau 8 : Sondage IFOP (mars 2007)* et résultats élection présidentielle 2007			
	IFOP Ensemble des protestants	IFOP Ensemble des Français	Résultats 1 ^{er} tour 22 avril 2007 (France entière) % exprimés
Ségolène Royal	20 %	23 %	25,9 %
Nicolas Sarkozy	34 %	28 %	31,2 %
François Bayrou	27 %	23 %	18,6 %

* Source : IFOP pour Réforme mars 2007, *Réforme*, n° 3218, 5-11 avril 2007.

La distribution des suffrages en faveur des trois principaux candidats lors de ce premier tour (tableau 7) confirme l'attitude singulière des électeurs du secteur de Tence, beaucoup plus nombreux à choisir Nicolas Sarkozy (26,9 %) que les électeurs des secteurs du Vigan (20,7 %) et du Pont-de-Montvert (15,9 %). De la même manière, François Bayrou réunit plus de suffrages dans la région-test de Tence (21,4 %) que dans celle du Vigan (15,8 %) ou du Pont-de-Montvert (18,1 %). Pour ce premier tour, près de la moitié des électeurs du secteur de Tence (48,3 %) ont choisi le candidat de droite ou du centre, contre un tiers (34 %) des électeurs du secteur du Pont-de-Montvert et 36,5 % des électeurs du secteur du Vigan. Il ne faut pas tirer de conclusion trop hâtive de ces résultats car les déterminants du vote sont extrêmement complexes ; on peut cependant émettre l'hypothèse que l'existence d'une solide communauté évangélique explique, au moins en partie, le recentrage et même la droitisation du secteur protestant de Tence par rapport aux deux autres secteurs-tests.

Ces communautés évangéliques du sud-est du Massif Central, inspirées principalement des réveils religieux de la première moitié du XIX^e siècle, réunissent des chrétiens qui ont encore des liens très forts avec les premiers temps de la Réforme, car ils appartiennent à des familles qui sont en règle générale protestantes depuis le XVI^e siècle. Il serait donc bien imprudent de comparer ces protestants évangéliques de vieille souche, solidement implantés dans des terroirs huguenots du Midi, avec les nouveaux protestants évangéliques de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle qui, pour la plupart, ne viennent pas du protestantisme et vivent en général dans les grands centres urbains. L'analyse des pratiques politiques des évangéliques du Plateau Vivarais-Lignon est seulement mentionnée à

titre d'exemple, il n'est évidemment pas question de tirer de cette étude des conclusions générales qui pourraient s'appliquer à l'ensemble des évangéliques et notamment aux courants les plus récents. Toutefois, cette sociologie électorale régionale témoigne, de manière assez convaincante, de la nécessité de distinguer les grandes familles protestantes afin de saisir l'originalité des trajectoires politiques et de comprendre le nouveau paysage électoral du protestantisme français.

Comment ignorer les particularités du « réveil » évangélique ? Des fidèles de ces Églises sont certes d'origine protestante, mais la plupart viennent du catholicisme, d'une autre confession ou bien n'avaient pas de religion ; c'est dire si une majorité de ces évangéliques qui enrichissent le protestantisme français sont éloignés de son histoire et de sa tradition politique et culturelle. Nous n'avons plus affaire ici à un « christianisme par héritage », comme le rappelle Sébastien Fath, mais à une démarche individuelle de conversion (parfois spectaculaire) qui constitue « le principal ciment identitaire » de ces protestants²⁷.

Au terme de cette étude, on peut dire que la tendance à la droitisation des protestants, annoncée par certains travaux, entre en contradiction avec des données électorales qui montrent que le vote à gauche continue de l'emporter chez les réformés du midi de la France. Dans la période récente, cet engagement des protestants en faveur de la gauche n'est pas aussi massif qu'à la fin du XIX^e siècle et au début des années mille neuf cent, lorsqu'il fallait défendre la République et la laïcité, mais il se perpétue chez les huguenots. Les conditions qui ont déterminé ces choix politiques ont peut-être disparu, notre pays a connu depuis des évolutions politiques, économiques et sociales majeures, mais « l'habitus » demeure, même s'il faiblit. Ce noyau dur de l'électorat protestant favorable à la gauche pourrait se désagréger, mais pour le moment nous n'en sommes pas là et il paraît difficile d'ignorer la réalité de cette pesanteur sociopolitique.

À l'avenir, afin de procéder avec méthode dans l'analyse du vote protestant et pour échapper aux généralisations excessives, il serait souhaitable de se doter d'un instrument technique de mesure qui tienne compte de la diversité du protestantisme. Donner une image plus précise de la réalité des champs religieux et politique suppose que soit abandonné, dans les enquêtes sur les appartenances confessionnelles, l'item « protestant » au profit d'un nouveau système de classement qui distingue les différentes cultures protestantes.

Gilles CHARREYRON

Université d'Auvergne Clermont-Ferrand 1 – Centre Michel de l'Hospital
gilles.charreyron@u-clermont1.fr

27. Sébastien Fath, « Réveil et petites Églises », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 148-4, 2002, p. 1122.

Bibliographie

- BAUBÉROT Jean, 1985, « Le protestantisme français, trois cents ans après la révocation de l'édit de Nantes : autorévocation ou nouveau souffle ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 6-1, pp. 39-52.
- , 1988, *Le protestantisme doit-il mourir ? La différence protestante dans une France pluriculturelle*, Paris, Seuil.
- BAUBÉROT Jean, WILLAIME Jean-Paul, 1985, « Le courant évangélique français : un “intégrisme protestant” ? », *Social Compass*, 32-4, pp. 393-411.
- BOZON Pierre, 1965, « La géographie électorale de l'Ardèche sous la IV^e République », *Cahiers d'histoire*, X-2, pp. 167-200.
- BRÉCHON Pierre, 1993, « Les spécificités des réformés : enquête sociologique en Centre-Alpes-Rhône », *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 73-1, pp. 39-65.
- CABANEL Patrick, 2000, *Les Protestants et la République, De 1870 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe.
- CHARREYRON Gilles, 1990, *Politique et religion, protestants et catholiques de la Haute-Loire*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal.
- DARGENT Claude, 1994, *La Foi, la morale et le conflit. Culture et comportements politiques et sociaux des protestants français*, thèse, Université de Paris I.
- , 2004, « La religion, encore et toujours », in Cautrès B., Mayer N., (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences-Po, pp. 161-183.
- , 2005, *Les protestants en France aujourd'hui*, Paris, Payot.
- DAVIE Grace, 1975, *Right Wing Politics among French Protestants (1900-1945), with special references to the Association Sully*, thèse, Université de Londres.
- , 1994, « L'extrême-droite protestante », in Encrevé A., Poujol J., (dirs.), *Les protestants français pendant la Seconde Guerre mondiale*, suppl. au *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 3, Paris, Société de l'histoire du protestantisme français, pp. 91-104.
- DREYFUS François-Georges, 1965, « Esquisse d'une géographie politique du protestantisme », in Rémond R., (dir.), 1965, *Forces religieuses et attitudes politiques dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 130, pp. 89-108.
- ENCREVÉ André, 1985, *Les protestants en France de 1800 à nos jours. Histoire d'une réintégration*, Paris, Stock.
- FATH Sébastien, 2005, *Du ghetto au réseau, Le protestantisme évangélique en France (1800-2005)*, Genève, Labor et Fides, pp. 213-214.
- GREILSAMMER Alain, 1980, « Sociologie électorale du protestantisme français, problèmes et méthodes », *Archives de sciences sociales des religions*, 49-1, pp. 119-145.
- JUILLARD Étienne, KESSLER Philippe, 1952, « Catholiques et protestants dans les campagnes alsaciennes », *Annales*, 8-1, pp. 49-54.
- LESTRINGANT Pierre, 1959, « Remarques sur l'évolution sociologique du Protestantisme français », *Archives de sciences sociales des religions*, 8-1, pp. 139-145.
- MASSEPORT Jean, 1960, « Le comportement politique du massif du Diois, essai d'interprétation géographique », *Revue de géographie alpine*, 48-1, pp. 5-167.

- POUJOL Pierre, SCHRAM Stuart R., 1958, « Le protestantisme rural : Traditions, structures et tendances politiques », in Fauvet J., Mendras H., (dirs.), *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 94.
- ROBERT Daniel, ENCREVÉ André, BAUBÉROT Jean, BOLLE Pierre, 1977, « L'État, l'opinion et les protestants, depuis le début du XIX^e siècle », in *Histoire des protestants en France*, Toulouse, Privat, pp. 337-405.
- SCHRAM Stuart R., 1953, « Traditions religieuses et réalités politiques dans le département du Gard », *Revue du christianisme social*, 61/4-5, pp. 194-254.
- , 1954, *Protestantism and Politics in France*, Alençon, Corbière et Jugain.
- SCHWENGLER Bernard, 2005, « Le clivage électoral catholique-protestant revisité, (France, Allemagne fédérale, Suisse) », *Revue française de science politique*, 55-3, pp. 381-413.
- SIEGFRIED André, 1945, « Le groupe protestant cévenol sous la Troisième République », in Boegner M., Siegfried A., (dir.), *Protestantisme français*, Paris, Plon, pp. 23-55.
- , 1949, *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République*, Paris, Armand Colin, coll. « Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques », 9.
- WAHL Alfred, 1980, *Confession et comportement dans les campagnes d'Alsace et de Bade, 1871-1939*, Strasbourg, Éditions Coprur.

Résumé

Le protestantisme se conjugue au pluriel, oublier cette diversité ne permet pas de rendre compte de la manière dont votent les protestants. Cet article se donne tout d'abord pour objectif de distinguer les différentes cultures protestantes et de montrer que si le vote à gauche des réformés (les huguenots) s'enracine dans une histoire dramatique, les luthériens d'Alsace et du pays de Montbéliard, épargnés par les persécutions liées à la Révocation, ont pu rejoindre plus facilement la droite dont ils se sentaient finalement assez proches. Interrogeant ensuite le processus de « droitisation » du corps électoral protestant, l'auteur se demande s'il n'est pas prématuré de parler de réaligement électoral des protestants et d'abandonner la thèse classique du protestant homme de gauche. En effet, l'analyse des résultats de l'élection présidentielle de 2007 tend à confirmer l'ancrage à gauche des réformés du Midi. Dès lors, la tentation est grande d'interpréter les progrès de la droite dans le protestantisme français comme une conséquence de l'accroissement considérable du nombre de protestants évangéliques depuis les années soixante. Leur moralisme strict, dimension centrale du credo évangélique, tranche avec le libéralisme culturel et moral ambiant, et semble pousser ces chrétiens conservateurs vers la droite ou vers l'abstention.

Mots-clés : protestantisme français, élections, vote protestant, géographie électorale, évangélisme.

Abstract

The diversity of Protestantism world must be on our mind when we account for its vote. This study distinguishes the various Protestant cultures and shows that if the Protestant left-wing vote is rooted in a dramatic story, Lutherans in Alsace and the Pays de Montbéliard-escaped from the persecution related to Revocation-could more easily reach the right-wing. Yet, these local shifts to the right do not permit to drop

the classic theory of the Protestant electorate fixed to the left-wing. The analysis of results of the 2007 presidential election tend to confirm the attachment of the Protestants to the left-wing. Therefore, great is the temptation to interpret the right-wing progress in French Protestantism as a consequence of the increasing number of Evangelicals since the 1960s. Their strict morality-a central feature in the Evangelical creed-contrasts with the cultural liberalism, and seems to lead these conservative Christians to the right-wing or to the abstention.

Key words: French Protestantism, elections, Protestant voting, electoral geography, evangelism.

Resumen

Protestantismo se escribe en plural ; olvidar esta diversidad impide comprender la manera en que votan los protestantes. Este artículo tiene por objetivo distinguir las diferentes culturas protestantes, y mostrar que si el voto hacia la izquierda de los reformados (los hugonotes) se arraiga en una historia dramática, los luteranos de Alsacia y del país de Monbeliard, que no fueron sometidos por las persecuciones ligadas a la Revocación, pudieron acercarse más fácilmente a la derecha, a la que se sentían, en el fondo, muy cercanos. Interrogando luego al proceso de “derechización” del cuerpo electoral protestante, el autor se pregunta si no es prematuro hablar de un realineamiento electoral de los protestantes y de abandonar la tesis clásica del protestante “hombre de izquierda”. En efecto, el análisis de los resultados de la elección presidencial de 2007 tiende a confirmar el arraigo en la izquierda de los reformados del Mediodía (Midi). Es grande entonces la tentación de interpretar los progresos de la derecha en el protestantismo francés como una consecuencia del crecimiento considerable del número de protestantes evangélicos desde los años sesenta. Su moralismo estricto, dimensión central del credo evangélico, los separa del liberalismo cultural y moral del entorno, y parece empujar a estos cristianos conservadores hacia la derecha o hacia la abstención.

Palabras clave: protestantismo francés, elecciones, voto protestante, geografía electoral, evangelismo.